

SYNTHÈSE DU « PETIT-DEJEUNER DE LA MÉDITERRANÉE ET DE L'AFRIQUE » DU 4 AVRIL 2017

« Afrique – Méditerranée – Europe : pour une souveraineté et une sécurité alimentaires durables et partagées »

Kelly ROBIN, IPEMED

Troisième édition des « Petits-Déjeuners de la Méditerranée et de l'Afrique », co-organisés par l'IPEMED, Bpifrance et La Tribune et modéré par Alfred Mignot, Rédacteur en Chef de la Tribune Hebdo, la matinée du 4 avril 2017 était consacrée à la thématique suivante : « **Afrique – Méditerranée – Europe : Pour une souveraineté et une sécurité alimentaires durables et partagées** » ; sujet d'une des [dernières publications de l'IPEMED](#). L'événement, animé par Alfred Mignot, a rassemblé plus de 110 personnes et fut un succès.

En préambule aux débats, **Jean-Louis GUIGOU, Président de l'IPEMED**, a souhaité rendre un [vibrant hommage à Xavier BEULIN](#), ancien Président du groupe AVRIL et de la FNSEA, qui s'est éteint en février 2017. Il a ainsi souligné les concepts chers à celui qui fût Président du Conseil de Surveillance de l'IPEMED jusqu'en 2016, et qui doivent guider l'ensemble de nos réflexions sur les enjeux agro-alimentaires en Méditerranée et en Afrique :

- le nécessaire changement de paradigme dans les stratégies à l'international des entreprises, notamment européennes, et le passage d'une **approche purement commerciale à une démarche partenariale, de « co-production »** et de [« co-développement » de filières agroalimentaires territorialisées](#) ;
- la promotion d'un **label méditerranéen** pour les produits emblématiques de la diète méditerranéenne, notamment l'huile d'olive, les dattes, le blé dur et le vin ;
- la mise en place de « **circuits-courts** » entre le producteur et le consommateur, prenant acte de la volonté croissante des acteurs locaux de gagner en autonomie et résilience en matière de gestion de leurs ressources naturelles et de leurs écosystèmes ;
- l'amélioration des **réseaux de transport et de logistique**, à l'instar du projet de Dorsale Transaharienne mené par le gouvernement algérien ;
- le potentiel d'une plus **grande coopération entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe**, pour favoriser ces mutations, et le levier que représente le projet de fondation La Verticale.

Penser l'insécurité alimentaire au pluriel...

Fort de ces éléments de cadrage, l'ensemble des intervenants se sont accordés sur la situation d'insécurité alimentaire que connaît actuellement les pays de ces trois sous-ensembles. **Jean-Louis RASTOIN**, expert associé de l'IPEMED, Professeur émérite à Montpellier SupAgro et conseiller scientifique de la Chaire UNESCO en Alimentations du Monde, a en effet rappelé la définition de la **sécurité alimentaire**, qui correspond à un état procuré par la disponibilité, l'accessibilité, la qualité nutritionnelle et culturelle des aliments ainsi que par un environnement sanitaire adéquat.

Présentant les principaux éléments détaillés dans un [article co-écrit](#) avec Kelly ROBIN, Responsable des projets de l'IPEMED, il a mis l'accent sur le **caractère systémique de l'insécurité alimentaire** en Méditerranée et en Afrique, et ses incidences en matière nutritionnelle, de santé, sociales et sociétales (en 2050, près d'un individu sur trois vivra en milieu rural), économiques (en raison de la facture alimentaire extérieure élevée de ces pays, évaluée à environ 180 milliards de dollars) ou encore écologiques et technologiques.

Cette approche polysémique a été partagée par **Khaled IGUE**, Directeur des Partenariats publics et institutionnels d'OCP International et Président-Fondateur du [Club 2030 Afrique](#), qui a mis l'accent sur plusieurs enjeux majeurs : la sécurisation du foncier, la lutte contre le gaspillage et la nécessaire

amélioration de la conservation, du stockage et de l'acheminement des denrées alimentaires, qui doit être concomitante à la mise en place d'infrastructures adaptées.

... pour promouvoir un nouveau modèle agro-alimentaire plus soutenable

Soulignant les limites des deux modèles existants, à savoir le système traditionnel (agriculture familiale), générateur de « trappes de pauvreté », d'une part, et le modèle agro-industriel dominant, spécialisé, globalisé et cause « d'analphabétisme alimentaire », d'autre part, Jean-Louis RASTOIN, comme l'ensemble des participants ont plaidé **pour de nouveaux modèles de production agricole durables et inclusifs** qui redonnent au rural et aux zones péri-urbaines un rôle central. C'est dans cette perspective qu'ont été mises en place les premières « [Maisons du fermier](#) » par l'OCP, qui regroupent dans un seul et même lieu tous les produits et services dont les petits agriculteurs ont besoin pour développer durablement leur activité. **Khaled IGUE** a en effet insisté sur le potentiel de création d'emplois de tout le secteur agricole et agro-alimentaire, de l'amont à l'aval, et sur la nécessité d'un **accompagnement spécifique des jeunes et les femmes**, responsables de 75% des activités de transformation sur le continent africain. Il faut également adapter ces nouveaux modèles agro-alimentaires aux besoins spécifiques des populations africaines, et les mettre au service d'un patrimoine alimentaire local. Partageant ces constats, Cosimo LACIRIGNOLA, Secrétaire général du [CIHEAM \(Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes\)](#) a souligné le rôle clé de l'agriculture comme « stabilisateur social », au Nord comme au Sud de la Méditerranée et appelé à « investir dans les campagnes », pour éviter toute fracture territoriale et ralentir l'exode rural.

Vers de nouvelles coopérations ?

Cosimo LACIRIGNOLA a rappelé le rôle fondateur de la Politique Agricole Commune (PAC) dans la construction européenne et regretté les attermoissements actuels de l'Union Européenne (UE), une position qu'il a développé dans l'une de ses récentes tribune « [La sécurité alimentaire, une solidarité concrète à construire entre Nord et Sud](#) ». Pour le Secrétaire Général de cette Organisation intergouvernementale méditerranéenne, il faut « pour repenser l'Afrique et la Méditerranée, d'abord repenser l'Europe » tandis que Khaled IGUE, a appelé les Africains « à repenser l'Afrique avec ses partenaires ».

Cosimo LACIRIGNOLA a alors présenté le plan d'action mis en place par le **CIHEAM** pour la Méditerranée à horizon 2025, « [PACMED 2025](#) », qui s'articule autour de 4 grands thèmes étroitement connectés: (1) Protection de la planète à travers « la lutte contre le triple gaspillage : [Ressources naturelles, alimentations et connaissances](#) », (2) Sécurité alimentaire et nutritionnelle « en favorisant les agricultures et l'alimentation durables », (3) Développement inclusif « en investissant dans les nouvelles générations et dans les territoires fragiles » et enfin Crises et résilience « en contribuant à la gestion des tensions notamment celles générées par [les migrations de détresse](#) dont il a beaucoup été question durant la rencontre.

Alors que de nombreux pays de la Méditerranée et d'Afrique partagent des caractéristiques telles que la rareté de l'eau et de la terre, les chocs climatiques récurrents, une croissance démographique forte (nourrir plus avec moins), des déficiences logistiques (pertes agricoles) ... autant de causes profondes d'instabilités dans la région méditerranéenne, le SG a réitéré son appel à faire de l'agriculture un levier de la coopération entre rives Nord et Sud et à hisser l'agriculture et le développement rural au niveau des priorités stratégiques des Etats.

A l'heure où l'Europe fête ses 60 ans dans un contexte particulier marqué par l'incertitude, la défiance et des crises, le SG a invité les acteurs européens à saisir l'occasion de redonner une dimension géopolitique à l'agriculture en Méditerranée et de maintenir la PAC au cœur de sa mission.

En écho, **Jean-Louis RASTOIN** encourage le déploiement d'un plan d'action ambitieux au sein de la macro-région « Afrique – Méditerranée – Europe » autour de deux axes : (i) la reconquête des marchés intérieurs

par une **souveraineté alimentaire mieux assumée** ; (ii) la mise en place d'une « **solidarité verticale tridirectionnelle** » autour des principes de co-développement et de co-production, chers à l'IPEMED. Ce plan d'action pourrait comprendre trois volets prioritaires : un programme d'éducation du consommateur, la mise en place de projets de « bioéconomie circulaire territorialisée », dits BEST à l'instar de la « Songhai Leadership Academy », fondée par Godfrey NZAMUJO et enfin, la signature d'accords « d'approvisionnement solidaire ». Sur ce point, la renégociation en cours des **Accords de partenariat économique** (APE) constitue une opportunité pour promouvoir ces nouveaux paradigmes de coopération.

Enfin, pour **Khaled IGUE**, les **partenariats publics-privés** peuvent jouer un rôle essentiel dans la montée en gamme du secteur agricole en Afrique, mais cela nécessite que la partie publique joue son rôle : mise en place des infrastructures de transport, d'énergie, d'eau, etc. adéquates, cadre réglementaire incitatif, etc. « *IDE et investissement local* » vont de pair, a-t-il souligné, tandis que l'ensemble des participants ont appelé à dynamiser les relations entre les acteurs économiques de terrain entre les deux rives de la Méditerranée ; **la région pouvant jouer un rôle de laboratoire pour expérimenter des opérations de « coproduction » réussies entre PME/ETI**. Ce dernier point a été plébiscité par **Pascal LAGARDE**, Directeur exécutif de Bpifrance, en conclusion, qui a rappelé l'étude menée par Bpifrance Le Lab sur « [PME et ETI agroalimentaires : Oser pour grandir](#) ».